

**La circulation de l'argent en paiement, prêt et don**  
**Et la question de l'équité sociale**  
**Au sujet de la composition du « Cours d'économie politique »<sup>1</sup>**  
*Stephan Eisenhut*

L'aspiration à « l'équité sociale » croît chez de nombreux êtres humains dans la même mesure qu'augmentent les répartitions inégales des moyens financiers et matériels dans la société humaine. Toutefois, quelle est véritablement l'instance appropriée devant laquelle peut être décidée la question de cette forme d'équité ? Pour la plupart des gens, c'est l'État. En correspondance à cela, lorsque les circonstances économiques sont éprouvées comme injustes, on entend toujours un appel bruyant à un État fort. Celui-ci n'est nonobstant plus en situation de veiller à des conditions de répartitions correctes. Mais l'équité, comment est-elle censée apparaître autrement ? Des économistes, partisans radicaux du marché, n'osent même pas affirmer une fois que des conditions équitables puissent se former « spontanément » de la vie économique actuelle

**Courants d'organisation radicale du marché et de l'État**

Au centre des dernières considérations sur la composition du *Cours d'économie politique* de Rudolf Steiner<sup>2</sup> se trouvaient deux courants d'organisation, auxquels revient une importance dominante, pour la configuration politique et économique actuelle de l'Europe : l'ordolibéralisme, d'une part, — dont les racines ont été montrées comme relevant d'une direction déterminée de l'éthique sociale protestante et d'une manière nominaliste de penser —, et, d'autre part, la doctrine sociale catholique, enracinée quant à elle dans un penser conceptuellement réaliste immuable. Ces deux courants luttent, à leur façon, sur la question du comment peuvent se laisser réaliser des circonstances sociales équitables sous les conditions d'une économie moderne d'échanges économiques et de partage du travail.

Le penser ordolibéral, nominaliste, observe de manière tranchante les rapports de forces économiques et estime, sans s'emballer, quelles interventions de l'État seraient possible dans ces rapports de forces. À la fin, il en vient à la conclusion, que de telles interventions mènent souvent à l'opposé de ce qu'elles s'étaient originellement proposées de réaliser. Il ne refuse pas les interventions de l'État, pour la raison qu'il ne voit aucun besoin d'agir, mais au contraire, parce qu'elles ne mènent pas aux améliorations réelles, car elles nuisent fréquemment par des dégradations trop importantes en d'autres endroits, de sorte que de telles mesures « au coup par coup » nuisent, plutôt qu'elles aident la société. Son idéal, c'est d'inventer des règles conformes au marché, par lesquelles les forces économiques réelles sont dirigées de manière à ce que leurs résultats soient pour ainsi dire, supportables. Le fait que des processus du marché mènent aussi sans cesse à des résultats que beaucoup de gens éprouvent comme injustes, il considère cela comme étant inévitable.

Le penseur catholique, resté prisonnier de son réalisme conceptuel immuable, observe au contraire la confrontation des impulsions de volonté des sujets économiques isolés et recherche, par une instance sur-ordonnée, à rediriger les âmes humaines sur un but communautaire. Car ce n'est qu'en suivant un tel but qu'il voit la possibilité d'en faire résulter des comportements justes. Car l'immémoriale sagesse qui repose en lui, c'est que si les êtres humains réalisent quelque chose de juste, la communauté se donne un point d'orientation, sur lequel tous peuvent s'orienter de sorte que la vie commune réussisse.<sup>3</sup> Là où les choses ne vont plus d'aplomb, le souverain veille à l'ordre — autrefois « avec l'épée » et aujourd'hui par la régulation politique. Ce courant nourrit la représentation qu'il serait encore possible, au moyen de mesures politiques adéquats de réaliser de sains rapports sociaux, quand il parvient à veiller, en même temps, au « niveau de la nappe phréatique morale » (Reinhard Marx). La question c'est de savoir si l'Église catholique romaine, avec ses valeurs dérivées de son « message de joie », peut effectivement être encore l'instance capable de conférer l'orientation espérée. Elle est une institution spirituelle, quant à son contenu, et une institution politique, quant à sa forme, au sommet de laquelle trône un monarque. Celui-ci doit prendre le rôle du juste qui oriente la communauté sur le bien/intérêt commun. Un idéal de cette organisation spirituelle-politique hybride c'est que le Pape en tant que « juste », ou selon le cas, guide moral, exerce son influence sur les pays imprégnés de christianisme, — avant tout l'Europe

— de sorte que leurs mesures politiques conviennent au sens des représentations d'équité de l'Église.<sup>4</sup>

Tandis que l'ordolibéralisme, par son orientation idéale, a une forte affinité à l'égard des conceptions du monde de l'Occident, principalement dans le domaine anglo-américain, la doctrine sociale catholique, elle, se trouve plutôt au centre, entre la façon occidentale et celle orientale de former des idées. Les représentations nominalistes de la société adoptent vers l'Ouest une position de plus en plus radicale pour le marché. Dans les représentations marquées par le réalisme conceptuel, on peut observer, au contraire de cela, une « radicalité croissante » pour l'État, plus on regarde vers l'Est. La doctrine sociale catholique a tôt reconnu ce danger, qui a certes surgi dans la *Mitteleuropa*, mais qui émane du bien idéal socialiste, apporté vers l'Est, et l'a très vivement combattu. Pourtant, elle se trouve elle-même dans un courant d'organisation spirituel qui fait valoir la primauté de l'État sur l'économie. On peut aussi ajouter à celui-ci, en tant que courant d'organisation caractérisé comme « politique », d'une part les représentations socialistes en tant que variante la plus radicale de l'État et, de l'autre, le « keynésianisme »<sup>5</sup> qui est né à l'Ouest. À l'opposé se trouve un courant d'organisation « économique », dont la variante la plus conforme est l'ordolibéralisme. Dans le « monétarisme »<sup>6</sup> occidental et « l'école autrichienne »<sup>7</sup>, celui-ci a deux frères et sœurs, radicalement en faveur du marché.

### **Disjonction entre domination et direction**

Les deux courants principaux caractérisés ici partent d'un dualisme entre négoce étatique et négoce économique. Le courant radicalement en faveur du marché construit sur le commerce individuel de l'être humain et veut laisser celui-ci se développer librement au sein de la vie économique. Mais de ce fait, il devient arbitraire. Le courant radicalement en faveur de l'État voit les négoce arbitraires des individus et leurs conséquences et croit que ceux-ci peuvent être harmonisés par de fortes personnalités politiques dirigeantes. Mais cela conduit à des structures tyranniques. Rudolf Steiner indique une voie permettant de surmonter ce dualisme, en révélant une vie spirituelle réellement *libre*, à côté des domaines politique et économique, pour l'organisme social considéré en tant que tout.

Jusqu'au haut Moyen-Âge, l'affaire du gouvernement était idéalement un tâche de direction humaine. Steiner transfère conséquemment cette tâche au domaine de la vie de l'esprit. Il va si loin, qu'il lui adjoint même quelque chose qui est considéré comme une tâche primordiale, relevant de l'État — la juridiction —.<sup>8</sup> Mais cela requiert un tout nouveau concept de direction. Le meneur [*Führer*], dans le sens ancien, était aussi toujours en même temps un souverain, et l'on pouvait seulement espérer qu'il fût aussi un juste. Dans la libre vie de l'esprit, la fonction de souverain se disjoint de celle de direction. Des meneurs ne peuvent devenir que ceux qui, à partir de leur vertu intérieure, ont la capacité de donner aux autres êtres humains une direction sur les forces spirituelles qu'ils font progresser. Étant donné aussi que la direction d'entreprise chez Steiner se voit ainsi coordonnée, non pas à la vie économique, mais à la vie de l'esprit, cet aspect dans l'avenir recevra toujours plus d'importance.<sup>9</sup>

La vie de l'esprit peut seulement percevoir cette *nouvelle* fonction, si elle est libre, à partir de sa propre intériorité même. Il ne s'agit donc pas simplement que de libres institutions formatrices puissent se développer indépendamment du dirigisme étatique ou de la coercition économique, mais au contraire, que la vie spirituelle ait une fonction édicatrice globale au sein du l'organisme social, laquelle doit être activement appréhendée.

Que sans justice, l'État devienne une « troupe de brigands », Saint Augustin l'avait déjà pertinemment remarqué. Dans l'État médiéval, le pouvoir étatique n'émanait pas du peuple, mais d'un monarque déterminé « par la grâce de Dieu ». On attendait de celui-ci qu'il se comportât comme un guide spirituel, même si la réalité en général indiquait le contraire.<sup>10</sup> Vie spirituelle et vie juridique n'étaient donc pas complètement disjointes en ce point. Ceci fut d'abord accompli par le développement vers l'État démocratique moderne. Si, à côté de la vie juridique démocratique, ne se développe pas aussi une libre vie de l'esprit intérieure, alors le danger menace pour l'entité étatique de perdre le sens de la justice. Que peut-on attendre cependant, et que ne peut-on pas attendre surtout d'une direction politique dans un État moderne ? L'aspiration à plus de justice, incite

aujourd'hui rapidement, en outre, à attendre plus d'une direction politique que ce qu'elle est en situation de produire réellement.

Actuellement, on peut effectivement observer comment, en absence d'une libre vie de l'esprit, l'État se transforme en une troupe de brigands. La vie spirituelle non-libre naît d'un penser qui, ou bien affirme simplement des contenus spirituels, sans indiquer de cheminement d'accès à ces contenus (dogme de la révélation), ou bien s'en tient seulement à l'expérience extérieure (dogme de l'expérience).<sup>11</sup> Ces deux orientations dogmatiques ont le problème qu'elles pensent la fonction de l'État trop étendue.<sup>12</sup> La cause s'en trouve dans un penser comme celui qui a dû nécessairement se développer dans les Temps modernes, mais que l'être humain peut surmonter à partir de sa vertu personnelle.

Le libéralisme, qui radicalise le marché, construit sur le dogme de l'expérience ; la doctrine sociale catholique, elle, sur le dogme de la révélation. Cela ne la rend pas très attractive dans un monde sécularisé. Elle peut nonobstant faire valoir son influence par des voies détournées, car l'expérience montre que beaucoup de gens se méfient plutôt des promesses des politiciens socialistes et votent préférentiellement pourtant pour des partis qui représentent le centre bourgeois. Mais ici des idées et représentations peuvent être lancées, sans devoir elles-mêmes apparaître comme très grandioses au premier plan.<sup>13</sup> La tentative de contrebalancer besoin bourgeois de liberté et intérêt du bien commun, mène toujours, dans la pratique, à étendre plus encore l'activité de l'État.

Steiner renvoie à une forme de vie spirituelle, qui désormais doit être plus fortement développée et se déployer à côté de la vie politique, sans vouloir prendre de l'influence sur celle-ci par comportement stratégique et politique, ni voire même par la fondation de parti.<sup>14</sup> L'efficacité de cette vie spirituelle ne dépend que de la mesure avec laquelle ses représentants développent d'eux-mêmes une vertu qui peut être éprouvée par d'autres êtres humains comme fondatrice d'orientation. Si cette vie spirituelle reste sans force, l'organisme social se configure alors nécessairement de manière dualiste. Mais si elle parvient à se développer fortement uniquement à partir d'elle-même, malgré les adversités, alors les trois membres de l'organisme social peuvent en retirer une autonomie relative. Et ce n'est ensuite que devient également possible ce à quoi s'efforce en réalité le libéralisme, à savoir, la réduction de l'État à une tâche qui garantisse la découverte du droit, la sécurité et l'égalité des citoyens.

Le point d'attaque de Steiner n'est donc ni la radicalité de l'État ni celle du marché. On pourrait en tout cas parler, pour lui, d'une radicalité de l'esprit, dans la mesure où il pénètre jusqu'aux racines de la vie de l'esprit. Mais ce genre de radicalité n'engendre aucun comportement tyrannique. Le sentiment d'équité dans la société en est même carrément renforcé, de sorte que le regard est toujours dirigé sur l'être humain individuel et sur la fonction qu'il revêt dans les circonstances. Soit il rayonne quelque chose d'un être humain qui peut donner une orientation aux autres — et alors une base de vie ensemble harmonieuse en est ainsi créée — soit il ne rayonne rien et, dans cas, la cohésion sociale en est érodée avec le temps. Dans cette mesure, Rudolf Steiner attire sans cesse l'attention sur le fait qu'il ne tient pas pour possible une résolution de la question sociale tant qu'une grande partie d'êtres humains ne trouvent pas un accès suffisant à la science de l'esprit.<sup>15</sup> L'anthroposophie peut agir de manière féconde dans tous les domaines de vie. Cela contredit au plus profond l'essence de cette impulsion de faire adopter ses objectifs par la voie de mesures politiques à l'encontre d'autres courants spirituels. La seule et unique activité justifiée sur le champ politique c'est, à partir de cette perspective, de prendre fait et cause pour la valeur des droits de l'Homme et de refuser les empiètements d'autres courants spirituels.<sup>16</sup> Les confrontations spirituelles doivent être menées dans le domaine de la vie de l'esprit et non pas dans celui de la vie juridique.

### **La source de l'équité**

Pour la compréhension du *Cours d'économie politique*, il est d'une importance particulière de reconnaître la position d'une idée dans la composition d'ensemble. En commençant sa sixième conférence par la « formulation du prix juste », Rudolf Steiner a implicitement amorcé l'équité de distribution.<sup>17</sup> Car si l'on parvient, dans un domaine économique, à élaborer des prix justes, il en résulte une répartition des revenus que la majorité qui prévaut peut ressentir comme juste. L'équité

de distribution/répartition/partage [*Verteilung*], c'est cependant le grand thème des orientations qui se meuvent avec leurs formes du penser au sein du courant politique d'organisation esquissé ci-dessus. Celles-ci ne font seulement qu'échouer régulièrement dans leur affaire.

Les orientations du penser de la configuration du courant économique ne pouvaient pas offrir non plus jusqu'à présent de solutions satisfaisantes. On ne parvient à garantir des conditions équilibrées, ni par des « des réglementations conformes au marché », ni par une équité qui pourrait être engendrée par des mesures dirigistes. La raison intérieure à cet échec, Rudolf Steiner la reconnaît — comme déjà mentionnée — dans la forme du penser qui s'est élaborée jusqu'aux temps modernes. Les formes idéelles sont rigidifiées, ou bien rendues inertes. Cela les rend de fait excellemment appropriées aux analyses et à l'application techniques, mais parfaitement impropres à configurer les rapports sociaux, de sorte que la vie ensemble puisse réussir de manière harmonieuse. L'idée parvenue au repos dans l'organisation céphalique est parfaitement inaccessible à l'activité de l'esprit. Considéré à partir de là, le nominalisme, vis-à-vis de l'ancien réalisme conceptuel, est l'attitude de vie et de penser conséquente. Car ce dernier ne peut qu'affirmer la réalité de l'esprit, mais il ne peut le vivre. Et ses tentatives de créer des processus sociaux au sens de la totalité, s'achèvent nécessairement dans un système centralisé.

Dans la dernière considération sur le *Cours d'économie politique*, nous avons montré que le « calme » est un motif fondamental des première et septième conférences, alors que le motif du « mouvement » détermine la configuration des deuxième et sixième conférences. La considération extérieure qui n'était possible d'abord que par les concepts amenés au repos, doit être complétée par une considération intérieure, dans laquelle les concepts réacquièrent une mobilité à partir de leur propre vertu. Cela rend d'abord possible que le penser redevienne réceptif à l'activité des énergies spirituelles dans le monde. Alors que la considération extérieure se construit sur les énergies intellectuelles, la considération intérieure s'édifie, elle, sur la faculté de la raison : elle devient *percevente*. Le penser céphalique se métamorphose en penser du cœur. Et celui-ci seulement peut s'ouvrir à la source de l'équité : c'est cette vertu spirituelle, qui a la capacité de restaurer l'équilibre entre intérêts extérieurs et processus intérieurs.

#### **Le concept d'économie politique du don**

Si le penseur scientifique veut comprendre un mouvement dans l'espace, il le décompose alors en éléments isolés pour ensuite combiner tous ces points immobiles en un parcours de mouvement mathématiquement reproductible.<sup>18</sup> Ce penser ne se laisse pas appliquer au processus d'économie politique, d'autant plus que les mouvements de celui-ci ne sont pas déterminés par des changements dans l'espace, mais au contraire, par des changements dans le temps. Le mouvement dans le temps est un processus de vie non visible, qui échappe au penser purement intellectuel. Steiner caractérise ce penser comme « étranger à la vie »<sup>19</sup>, ce qui veut textuellement dire : que c'est un penser qui est devenu « étranger » à la vie et qui se meut donc en dehors de la réalité vivante. Mais un penseur qui voudrait se placer dans la réalité de vie, doit apprendre à s'immerger dans le mouvement de cette même réalité. C'est tout d'abord inhabituel.

La sixième conférence développe comment les *facteurs de mouvement de l'économie politique* « paiement », « prêt » et « don » se trouvent en rapport mutuel. Ici le danger existe de confondre les représentations personnelles habituelles d'avec les concepts formés par Rudolf Steiner. C'est pourquoi il y a une mise en garde : les concepts paiement, prêt et don, sont ici **dérivés directement de l'observation des processus d'économie politique** [soulignement du traducteur] et non pas à partir d'opérations économiques particulières. Ainsi, on comprend de manière habituelle sous le don, une production qui n'est qu'unilatérale — et certes astreignante pour le donneur — Du don, on n'attend aucune contre-production/prestation. À partir de la perspective du processus économique, cette forme du don représente purement et simplement un cas particulier. Si l'on suit les expositions de Rudolf Steiner, on remarque alors que, par exemple, il considère le paiement d'honoraires à un médecin ou bien l'achat d'une œuvre d'art, comme une forme du don, bien qu'en vérité ici nonobstant des productions soient échangées. Et il applique conséquemment aussi, sur cette forme d'échange de productions/prestations, la « formule du prix équitable ».<sup>20</sup> Des dons, dans un sens d'économie politique ont donc lieu partout où certes, des productions/prestations sont échangées,

mais le « donneur » n'en attend aucune contre-production produite par le travail sur la nature. Cette forme du don doit carrément être considérée comme la règle générale, car à partir de la perspective d'économie politique, tout un chacun est un travailleur de l'esprit vivant de don, qui ne produit aucune production matérielle pour l'échange économique, et donc aucune marchandise au sens propre. Il vit du don, c'est égal qu'il soit payé par l'État ou bien qu'il soit en situation de passer en compte ses productions spirituelles. L'employé de l'État, le médecin, le prêtre, l'enseignant, l'avocat, l'infirmière, toutes ces professions ne sont possibles que pour la raison que le travail dans l'industrie productive de matière leur est épargné. Elles produisent des prestations qui sont plus ou moins précieuses pour la société, mais qui ne modifient donc pas la nature par le travail, de sorte qu'il en résulte un bien échangeable (valeur 1), ni ne modifient le travail au moyen de l'esprit, de sorte que l'on puisse mieux et plus efficacement produire à la nature (valeur 2). Elles n'engendrent donc aucune valeur d'économie politique *positive*.<sup>21</sup>

Dans la treizième conférence, Rudolf Steiner caractérise la valeur qu'engendrent ces travailleurs spirituels, comme quelque chose qui doit être « adapté à l'intérieur du processus d'économie politique dans un sens négatif. »<sup>23</sup> Pour la santé de l'organisme social, il est requis, de mettre en face de l'édification positive de valeur, une authentique « édification de valeur négative ». Ainsi sont créés des valeurs sociétales qualitativement nouvelles — qualifions-les de « valeur 3 » —, du fait que les valeurs positives sont consommées. L'édification de valeur positive se laisse de ce fait appréhender de sorte que l'on pose la question de la quantité de temps de travail qui doit être utilisée, de sorte qu'il en résulte un bien de consommation souhaité. Rudolf Steiner traduit cela par la formule : « Valeur = Nature fois Travail ( $V = N \times T$ ) ». Dans une édification négative de valeur, il s'interroge, au contraire, sur combien de travail doit être épargné à la nature afin que soit possible une production spirituelle. Cette question il la présente par la formule : « Valeur = Esprit moins Travail ( $V = E - T$ ). Celui qui croit pouvoir créer une valeur spirituelle, doit donc mouvoir d'autres pour cela, afin de produire avec lui un travail corporel. Pour cela, il y a deux possibilités : soit les autres y sont forcés par des moyens coercitifs — alors il n'existe, dans ces circonstances, aucune intention réelle de créer une valeur —, soit ils produisent le travail pour et avec lui, car c'est pour eux un besoin que cette valeur prenne naissance. Le concept de don englobe donc un spectre qui s'étend depuis les « dons contraints », par les productions spirituelles, qui sont produites contre facture, jusqu'aux dons libres. Dans un État industriellement développé, une partie prédominante des êtres humains vit donc effectivement de l'argent de don !

La fonction économique-politique du don c'est de consommer du capital, car tout capital qui n'est pas correctement consommé mène à des phénomènes de maladie dans l'organisme social. Cela dirige de nouveau la considération sur la formule de santé, qui est développée à la fin de la quatrième conférence :

$$Santé = \frac{\text{Valeur qui naît, lorsque le Travail est utilisé sur la Nature (valeur 1)}}{\text{Valeur qui naît, lorsque l'Esprit organise le Travail (valeur 2)}} = \frac{\text{Marchandise}}{\text{Argent}}$$

Ceci renvoie à une proportion, dans laquelle les deux valeurs d'économie positives doivent être amenées l'une à l'autre, si l'organisme social est censé être sain. La « valeur 1 » y a la qualité du « payeur », alors que la « valeur 2 » a la qualité de partage. Là où le travail est utilisé sur la nature naissent des marchandises tandis que le capital en argent se forme là où l'esprit organise efficacement le travail. La difficulté, dans une économie au partage du travail complexe, c'est d'accorder les quantités de marchandises produites aux besoins réels des êtres humains. Si toutes ensemble trop de marchandises sont produites, cela signifie que trop de capital est actif sous les traits de compte, ou selon le cas, trop de travail corporel est produit en moyen de productions hautement efficaces. Alors il faut — pour le dire simplement — faire disparaître du capital sous les traits de compte et donc celui-ci doit être donné. Aujourd'hui, c'est exactement le contraire qui se produit : il afflue là un capital nouveau, qui cherche sans cesse à s'accumuler, sans améliorer nonobstant le bien-être sur une large base. Et parce qu'il n'y a pas assez de dispositions dans le domaine productif, ce capital commence à pousser les prix des valeurs financières vers le haut — et

donc des droits de propriété de toutes sortes.<sup>23</sup> Cela provoque de nouveau une répartition de bas en haut, mais entraîne aussi que des activités judicieuses et indispensables stagnent, parce que par elles, on ne peut viser aucun revenu.

À partir de l'aspiration à plus d'équité de répartition, surgit donc l'exigence d'une plus forte intervention de l'État. L'État a le droit de relever les impôts. Une exigence populaire actuelle, c'est que l'État, au moyen d'une imposition adroite, draine le « trop » de capital et qu'ensuite, selon une clef de redistribution déterminée, le reverse inconditionnellement aux citoyens. Des propositions de solution de ce genre caractérisent un penser qui visent à des solutions techniques. Pour Steiner, ce n'est pourtant pas simplement important qu'on fasse disparaître de l'argent, mais au contraire ce qui est important c'est bien que cet argent afflue tout concrètement aux êtres humains, afin que ceux-ci puissent créer, avec cet argent, une authentique valeur sociétale (valeur 3). Cela ne se laisse pas atteindre par la redistribution étatique, car l'État est aveugle pour les situations humaines individuelles.<sup>24</sup> La perception individuelle, c'est en effet une tâche de la vie de l'esprit. Celle-ci devient socialement active précisément du fait qu'elle fait se tourner individuellement et réciproquement des êtres humains les uns sur les autres et ouvrent ainsi des espaces mutuels de développements. Dans cette mesure, la rémunération individuelle d'une production spirituelle est la forme la moins compliquée du don. Cette forme de don ne fonctionne qu'actuellement très mal, déjà rien du fait qu'une grande partie des gens ne disposent pas de l'argent avec lequel ils fussent en mesure de rétribuer individuellement à un prix juste des productions spirituelles. Au lieu de cela, nous vivons une concentration de fortunes sur une petite minorité. Pourtant même si celle-ci remettait une grande partie de ses richesses à des fondations, on ne pourrait pas en arriver à disposer d'un afflux sain d'argent de don. Car les grandes fondations ne se distinguent pas, ici sur ce point essentiel, des institutions de l'État, car elles sont, en effet, tout aussi aveugles aux situations individuelles.

#### **Le concept du prêt en économie-politique.**

L'accumulation de capital dans les mains de quelques-uns est la conséquence d'une compréhension du « prêt » qui est conquise à l'appui d'actions économiques individuelles. L'argent y est à l'occasion conçu comme une sorte d'objet réel qui, contre une taxe, est prêté et doit être remboursé après un délai de prêt, sur lequel on s'est mis d'accord. *De facto*, on sait naturellement que tout investissement est lié à un risque et que le débiteur, le cas échéant, ce sera pas en mesure de rembourser. Si la somme du capital qui cherche à s'investir augmente, alors montent nécessairement aussi les pertes en capital. L'épargnant individuel ou bien investisseur, ne veut pas convenir de cela. L'épargnant s'étonne que les intérêts de ses dépôts s'effondrent sous le taux d'inflation ; l'investisseur, agissant à ses propres risques, espère qu'il a interprété correctement la situation du marché et qu'il reconnaît à temps, après avoir fait des placements gagnants ou selon le cas précoces, si c'est le moment de se retirer de certains placements.<sup>25</sup> Aussi bien le petit épargnant que le grand investisseur sont donc convaincus que leur argent doit en principe leur revenir et qu'ils ont, en plus, mériter un paiement d'intérêt. Or, au plan de l'économie globale, c'est là une illusion. L'épargnant n'est pas conscient qu'il peut d'abord profiter à partir de ce système déjà d'une certaine élévation de sa fortune. S'il se trouve en dessous, il compte sur la participation à l'intérêt qui est aujourd'hui calculée dans le prix de toute marchandise, plus qu'il n'obtient des produits de son intérêt à partir de sa fortune. Celui qui dispose, par contre, de suffisamment de capital et produit une bonne gestion de sa fortune, celui-là parvient dans la situation heureuse que ces produits annuels d'intérêts, déduction faite des frais d'impôts et de gestion, sont plus élevés que ses dépenses annuelles de consommation. Non seulement, il n'a plus besoin de produire pour la communauté, mais au contraire, il peut de nouveau investir des revenus d'intérêts supplémentaires, ce qui mène à une autre accumulation de ses revenus. Avec son capital en argent, il dispose donc d'un moyen de pouvoir avec lequel il peut contraindre tous ceux, qui disposent d'un moindre revenu ou même d'aucun revenu, à lui épargner du travail corporel.

À l'appui du processus d'économie politique, Rudolf Steiner forme un concept quelque peu différent du prêt, qui renferme toute une quantité de dispositions, qui ont été d'abord peu à peu développées dans le *Cours d'économie politique*. Tout d'abord, on dirait qu'il travaille avec le

concept habituel du prêt. D'un côté, il y a des êtres humains qui peuvent disposer d'un surplus, dont ils ne font pas don justement, mais veulent en faire l'économie pour au autre temps ; d'un autre côté, il y a des êtres humains qui ont la faculté d'entreprendre activement et ont besoin de capital pour cela. Si l'entrepreneur obtient à présent le capital prêté, il devient débiteur et il peut, à partir du processus de production, rembourser à l'avenir le capital. D'ailleurs, il justifie encore l'intérêt. Celui-ci est donc conçu comme une sorte d'amortissement, puisqu'il n'est plus possible, dans les conditions économique-politiques complexes, d'en arriver à s'entraider mutuellement.

Pourtant le prêt sans intérêt dans des circonstances économiques simples, si l'on suit Rudolf Steiner, n'était qu'avantageux que du fait qu'à tout moment on pouvait attendre une aide de l'autre.<sup>26</sup> Il semble donc comprendre tout d'abord le prêt de manière telle que celui qui dispose d'un surplus de capital peut simplement le prêter et en récupérer le capital prêté, à la fin du délai de remboursement avec un intérêt. S'il en était ainsi, il serait indispensable de faire entrer ce que décrit Rudolf Steiner lui-même dans la onzième conférence : qu'il suffise — si le propriétaire de capital « ne fait absolument rien, lorsqu'il retire la totalité de son énergie de travail à l'organisme social et laisse les autres travailler — qu'il le prête et laisse travailler les autres. »<sup>27</sup> Ceci doit ensuite nécessairement intervenir, si l'on ne tient pas compte que l'argent, selon sa réalité, subit un changement dans le temps. Les billets de banque imprimés suggèrent en effet que l'argent conserve toujours la même valeur. Pour l'achat normal, il est aussi utile que la valeur de l'argent reste stable, à savoir, que certes les prix particuliers évoluent en fonction du marché, mais que le niveau des prix reste relativement constant dans le temps. Dans le moment où l'argent n'est cependant plus utilisé pour payer, mais pour prêter, il se transforme en un moyen de pouvoir par lequel les conditions sociales peuvent être amenées dans le plus grand désordre si l'argent conserve sa valeur. Steiner compte donc que le capital en argent perde bien sa valeur dans le temps lors du prêt. Si l'on parvenait à organiser le processus monétaire de manière telle qu'il fût évident pour tout gestionnaire d'argent (financier, *ndt*) : mon argent ne se laisse pas conserver, car il perd en valeur ! — alors l'avantage du prêt reposerait uniquement dans le fait de stopper la perte de valeur, car au moyen de la contre partie, l'intérêt compensera cette perte.<sup>28</sup>

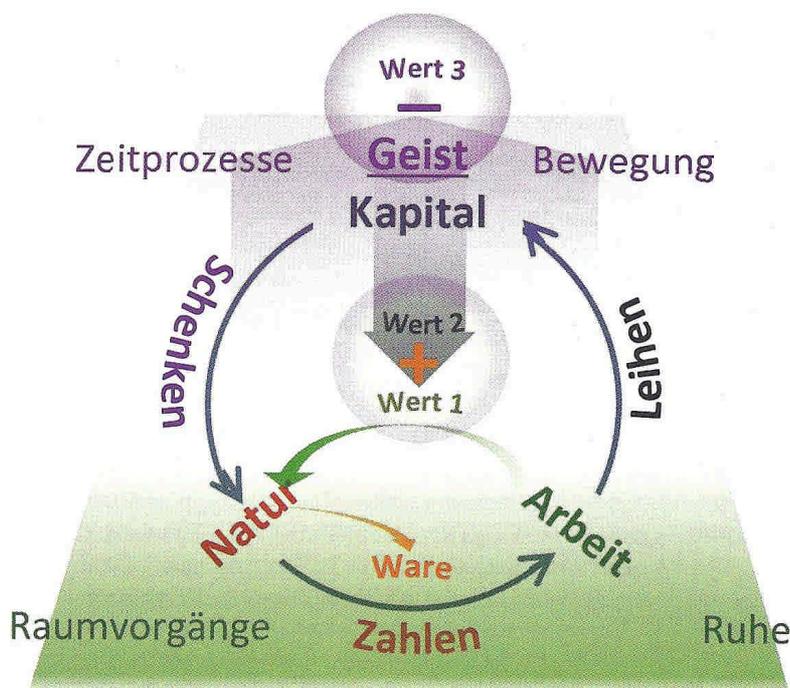
### **Le concept du paiement en économie politique**

Dans la sixième conférence, Rudolf Steiner fait d'abord timidement allusion à ce changement de l'argent au cours du temps, à l'endroit où il décrit la fonction du paiement. Le paiement ne veut rien dire d'autre que le processus d'économie politique dans lequel une marchandise est échangée par une autre. La marchandise naît seulement par le travail sur la nature. Dans une simple économie villageoise, dans laquelle le travail n'est pas encore organisé par l'esprit, la valeur d'une marchandise particulière serait par conséquent déterminée de manière qu'elle permette qu'une telle marchandise puisse être refabriquée. La valeur d'une marchandise est donc déterminée de manière primaire par la dépense de travail, car personne ne peut s'offrir de travailler pour d'autres. Chacun est encore dans la situation dans laquelle il lui est possible de consacrer son temps de travail justement à la production de ce qui couvre les besoins de sa propre famille. Cela se modifie à partir du moment où l'esprit commence à organiser le travail. Au moyen de l'épargne de travail sur la nature ainsi réalisée, il devient possible de travailler pour d'autres et, nonobstant au sens de la formule du prix juste, de recevoir autant pour sa prestation que ce qui permet de couvrir les besoins de sa propre famille aussi longtemps qu'il est nécessaire pour produire une prestation de même valeur. Cette organisation rend même carrément possible un renforcement des besoins de la famille, puisqu'en effet, dans l'ensemble, plus de biens nécessaires peuvent être produits dans le même temps de travail.

L'élément décisif lors du paiement, c'est que l'échange soit conclu de manière actuelle, à savoir qu'il se fasse le plus rapidement possible, car c'est exactement ainsi qu'il se distingue du prêt. Pour préciser, le prêt peut aussi être compris comme un *échange dans le temps* : il devient dans le présent une revendication de marchandises sous forme d'argent, qui est remboursée dans un temps ultérieur. Cette revendication est remboursée par le débiteur dans le présent. Ce qui est décisif, c'est qu'il paye aussi actuellement les productions, qu'il doit réclamer pour son activité d'entreprise. L'argent qui doit permettre l'échange, ne peut pas sortir du circuit, sinon le processus d'échange

économique se détraque. Si l'argent, par contre, est paralysé quelque temps (thésaurisé) et remis ensuite en circulation, celui-ci agit d'une manière double en perturbant les conditions économiques d'échanges. D'abord il provoque le fait qu'en un lieu quelconque moins de marchandises peuvent être écoulées, quoiqu'il y eût véritablement des êtres humains qui en eussent besoin. Ensuite, le processus économique s'adapte à la nouvelle situation. Lorsque l'argent est remis en circulation, se présentent alors de toutes nouvelles conditions d'échanges et que se fait de nouveau valoir la revendication tirée du passé, laquelle est en vérité échue.

### L'appréhension des processus temporels en tant que nécessité d'économie politique



#### Légende :

**Zeitprozesse :** Processus temporels

**Wert :** Valeur

**Geist :** Esprit

**Bewegung :** Mouvement

**Schenken :** Don

**Zahlen :** Paiement

**Leihen :** Prêt

**Arbeit :** Travail

**Raumvorgänge :** Processus spatiaux

**Ware :** Marchandises

**Ruhe :** repos, calme, tranquillité, paix, sang-froid, sommeil, quiétude, silence, arrêt, etc...

Rapportés au présent, prêt et don ont la fonction qu'à la place de ceux qui ont accumulé des surplus en argent, et ne sont pas en mesure eux-mêmes de les consommer de manière sensée, d'autres apparaissent et peuvent commencer quelque chose avec ces surplus et, par conséquent, les dépenser aussitôt. Rapporté à un processus temporel ou d'évolution, le prêt a la

fonction de rendre possible que le travail indispensable à la nature puisse être sans cesse à nouveau épargné, alors que le don a la fonction de permettre un déploiement toujours plus libre de la vie de l'esprit dans l'organisme social. Si l'on considère, de ce point de vue, la circulation que Rudolf Steiner a établi dans sa cinquième conférence et développé dans la sixième, alors celle-ci peut être placée dans un champ de tension de processus spatiaux et de processus temporels : là où les événements en arrivent à s'immobiliser, ils surgissent dans l'espace physique. C'est le plus nettement le cas là où le travail est appliqué simplement sur la nature et les résultats utilisés pour l'approvisionnement personnel.

Dans le sens de la seconde conférence, l'être humain n'est pas encore entré réellement à ce stade dans le domaine de l'économie humaine ; il vit dans le domaine de l'économie de nature.<sup>29</sup> Dans la mesure où l'esprit organise le travail et où de la valeur 2 est créée, commence à s'animer l'échange économique des marchandises entre elles. À présent commence seulement le processus d'économie politique proprement dit, lequel est déterminé par des processus temporels. Il se forme du capital et celui-ci devient le fondement pour une intervention plus vaste de l'esprit organisateur. Pourtant, on ne peut pas toujours créer des valeurs positives d'économie politique ; elles doivent aussi toujours être détruites ou selon le cas consommées. Mais ce qui est décisif pour la santé de l'organisme social c'est que dans la libre consommation des valeurs d'économie politique positives un nouveau genre de valeur peut être créé (la valeur 3). La vie de l'esprit non libre s'approprie les valeurs positives d'économie politique à la façon du pouvoir. Elle empêche plus encore que cette nouvelle valeur puisse être créée qu'elle ne l'encourage. Une libre vie de l'esprit se distingue précisément par le fait qu'avec une plus grande attention, elle veille à ce qu'une telle valeur 3 puisse naître. Plus cela se produit avec succès, davantage peut se mettre en place une distribution des revenus qui peut être vécue comme juste. En lieu et place de l'actuelle gestion

d'usure peut alors surgir une manière de gérer qui peut produire, avec très peu d'utilisation de travail et de matériel, une haute mesure en approvisionnement économique commun.

**Die Drei**, n°11/2013

(Traduction Daniel Kmieciak)

**Stephan Eisenhut**, né en 1964 à Coblenz, études en économie politique à Fribourg en Brisgau, thème de recherche sur *Les fondements de science spirituelle en science sociale chez Rudolf Steiner*, formation d'instituteur à Mannheim, 1997-2000 enseignant à l'école Rudolf Steiner *Mittelrhein*, depuis 2001 gérant de la société de publications Mercurial (GmbH) — Adresse c/o mercurial-Publikationsgesellschaft mbH, Alt-Niederursel 45, 60439 FRANKFURT, Courriel : [gf@mercurial.de](mailto:gf@mercurial.de).

#### Notes :

- (1) Dans la série « Au sujet de la composition du *Cours d'économie politique* », sont mis en relation les points de vue économiques que Rudolf Steiner a développés en 14 conférences, avec les problèmes économiques du temps présent. Les articles individuels peuvent être lus indépendamment les uns des autres et approfondis au besoin par ce qui les précède. Il s'agit ici de la seconde considération sur la sixième conférence du *Cours d'économie politique* (1922 ; **GA 340**), Dornach 2002. [pour le public français, il s'agissait de la traduction : DDSE613.doc, ndf]
- (2) Voir Stephan Eisenhut : *Structures sociales et le pouvoir de la religion*, dans **Die Drei 2/2013** ; pp.39 et suiv. [fichier de la traduction française DDSE213, ndf] , tout comme : *Justesse du prix dans la doctrine sociale catholique et dans l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social*, dans **Die Drei 6/2013**, pp.43 et suiv. [fichier de la traduction française DDSE613, ndf].
- (3) Dans ce sens, le « bonheur suprême » est aussi à comprendre comme le but le plus élevé de la doctrine de l'État dans la *Politique* d'Aristote. Le souverain juste est le garant pour que la vie dans la communauté réussisse.
- (4) Cette idée découle du petit écrit de Thomas d'Aquin, dans lequel celui-ci a fait la distinction entre un royaume profane et un royaume sacerdotal. La fonction de celui-ci serait « *de sorte que le royaume de l'esprit soit séparé de celui terrestre, non pas le royaume de la Terre, mais que soient responsables les prêtres et avant tout le plus élevé des prêtres, le successeur de Pierre, qui est le Représentant du Christ sur la Terre, le Pape de Rome, auquel tous les rois du peuple chrétien doivent être soumis comme à Jésus-Christ, le Seigneur.* » Tiré de Thomas d'Aquin : *Sur la domination des princes*, traduction de F. Schreyvogel, Stuttgart 1971, p.55.
- (5) En tant que Keynésianisme est caractérisé un courant dans les sciences économiques, pour lequel la demande économique globale est la valeur décisive pour la production et l'emploi. Il se fonde sur l'idée que l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946) a exposé dans son ouvrage, paru en 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'escompte et de la monnaie*. Dans la pratique politique, ces idées ont été le plus souvent réduites à une politique de demande anticyclique, dans laquelle l'État accepte un endettement à court terme pour stimuler avec cela la demande en biens d'investissements.
- (6) Le monétarisme fut développé de manière déterminante par Milton Friedman (1912-2006) dans les années 60 et 70 du siècle passé, en tant que contre-projet au Keynésianisme.
- (7) Au centre des « *Autrichiens* », se trouvent l'importance du commerce de l'être humain isolé et ses préférences individuelles pour les processus économiques. Cette école, aujourd'hui fortement reçue aux USA, remonte aux économistes autrichiens Carl Menger, (1840-1921), Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914), Ludwig von Mises (1881-1973) et Friedrich August von Hayek (1899-1992).
- (8) Voir Rudolf Steiner : *Les points essentiels de la question sociale* (1919, **GA 23**), Dornach 1976, pp.138 et suiv.
- (9) Voir Stephan Eisenhut : *Surmonter l'égoïsme en tant que problème de direction*, dans **Die Drei 10/2012** , p.45 [non traduit en français, ndf].
- (10) Voir Thomas d'Aquin : *Sur la domination des princes*, pp.39 et suiv.
- (11) Voir Rudolf Steiner : *Grandes lignes d'une théorie de la connaissance de la conception goethéenne du monde, avec une considération particulière à Schiller*. (Dornach 2003, **GA 2**), p.83.
- (12) Voir Rudolf Steiner: *La question sociale* (**GA 328**), p.39. « Bien entendu, ce qu'est la vie du droit public, la véritable vie politique que souvent l'on pense trop vaste, celle que l'on peut caractériser comme la véritable vie de l'État... ».
- (13) C'est un symptôme remarquable que l'Église catholique voulut, jusqu'en 1933, directement exercer au moyen d'un parti à sa solde, le « *Deutsche Zentrumspartei* », un pouvoir sur les événements politiques. Après la seconde Guerre mondiale, le centre ne fut plus en mesure de gagner en importance. L'impulsion se reporta sur les Démocrates chrétiens agissant de manière interconfessionnelle. Le catholicisme passa donc apparemment de plus en plus à l'arrière-plan.
- (14) Steiner critique le plus acrimonieusement l'influence de la vie spirituelle catholique sur la vie politique par le « *Deutsche Zentrumspartei* » : « On devra reconnaître la chose comme la plus monstrueuse, qui consiste en ce que dans un Parlement d'État, comme l'était le *Reichstag* allemand, un parti se fondant simplement sur des bases spirituelles clandestines, comme le *Zentrum* est entré furtivement là-dedans, où ne devraient être formulés que des droits humains et autres choses de ce genre. Dans l'instant où dans la vie de l'État un tel parti parvient à entrer, cette vie de l'État est nécessairement troublée... à partir du côté spirituel. ...Il résulte aussi bien à partir de la clarification de la vie spirituelle comme à partir de la l'analyse des situations qui sont apparues dans l'époque plus récente à partir de l'amalgame de la vie spirituelle d'avec l'État, l'exigence de séparer complètement la vie de l'esprit comme une organisation propre et se fondant sur elle-même. »
- (15) Voir, par exemple, Rudolf Steiner : *Les exigences sociales fondamentales de notre époque* (1918, **GA 186**), Dornach 1990, p.113 : « Dans cette cinquième époque post-atlantéenne, la vie sociale doit être régulée par la culture de la science de l'esprit. Et tout autre effort pour réguler la vie sociale en dehors du domaine de la science de l'esprit, ne mènera qu'au chaos et à l'hyper-radicalisme, qui rend les êtres humains malheureux.

- (16) Voir à ce sujet : Rudolf Steiner : *Idées sociales — réalités sociales — pratique sociale (GA 337a)*, p.167 : « Ce qui serait juste en principe, conséquemment pensé au sens de la *Dreigliederung*, c'est de prendre part aux votes, de voter autant qu'il est possible de voter, d'entrer au Parlement et de faire de l'obstruction sur toutes les questions qui se rapportent à la vie de l'esprit et à la vie économique. Cela serait conséquemment pensé au sens de la *Dreigliederung*. Il s'agit en cela de bien délimiter la partie centrale, à savoir la vie de l'État. »
- (17) Voir Stephan Eisenhut : *Justesse du prix dans la doctrine sociale catholique et dans l'idée de la Dreigliederung de l'organisme social*, dans : *Die Drei* 6/2013., p.43 (traduit en français : DDSE613, ndf].
- (18) *Cours d'Économie Politique (CEP)*, à l'endroit cité précédemment, p.36.
- (19) Rudolf Steiner : *Les points essentiels de la questions sociale* (Dornach 1976, **GA 23**), p.8 ; « C'est le fait du caractère étranger à la vie, de ce qu'on pense à l'encontre de ce qu'exige, par exemple, la réalité économique.
- (20) *CEP*, p.190 : « Qu'est-ce que cela signifie dans le sens d'économie politique lorsque quelqu'un peint un tableau, auquel il consacre par amour aussi dix années pour le réaliser ? Cela veut dire que le tableau acquiert ainsi pour lui une valeur telle qu'il peut de nouveau peindre en dix ans un autre tableau. Cela il ne peut pas le faire autrement qu'en s'épargnant dix ans de travail corporel. Le tableau devra avoir autant de valeur qu'un travail corporel de dix ans sur un autre produit. ...Puisque là il s'agit de production spirituel, nous recevons partout, si nous voulons découvrir le concept de valeur, l'autre concept, le concept du travail épargné, le travail que l'on épargne. »
- (21) *CEP*, p.33 : « Ce sont pour l'essentiel les deux pôles du processus d'économie politique. Ils ne rencontrent aucune autre manière d'engendrer de la valeur en économie politique : soit la nature est modifiée par le travail ou bien c'est le travail qui est modifiée par l'esprit, à l'occasion de quoi le capital se vit sous les apparences multiples dans les formations de capital, de sorte qu'en rapport à l'économie politique, l'esprit doit être recherché sous la configuration des capitaux [raison fondamentale pour laquelle une économie communiste, sans liberté sur la destination du capital, n'est constitutionnellement pas viable, ndf]
- (22) *CEP*, p.19.
- (23) Voir à ce sujet mes exposés dans : *Consommation du capital, création d'argent et formation d'associations économiques*, dans *Die Drei* 1/2012, pp.45 et suiv.
- (24) Dans la 6<sup>ème</sup> conférence du *Cours d'économie politique*, Rudolf Steiner décrit le problème de la redistribution à l'appui des droits de succession. Des droits de succession élevés, c'est ce que beaucoup de gens ressentent comme convenable. Mais Steiner s'interroge sur le fait de savoir si l'État peut mieux mener ses affaires avec l'argent que la succession. Lorsque l'État brûle de l'argent dans sa bureaucratie, on n'y gagne pas beaucoup plus que lorsque c'est la succession qui le gaspille. Steiner s'intéresse précisément à la manière dont on peut arriver à ce que le capital arrive réellement aussi à celui qui peut l'utiliser au mieux pour la communauté. Voir pp.92 et suiv.
- (25) Dans ce jeu, les placeurs de capitaux allemands semblent s'y prendre d'une manière avouée comme stupide. Ainsi le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 26.09.2013 titre; p.18: „L'anéantissement allemand des moyens financiers : avec des placements — pas seulement — amateurs et profits à l'étranger leur retombent sur le nez. L'étranger rit déjà depuis longtemps de l'argent allemand idiot. » Gerald Braunberger introduit cet article de la manière suivante : « La quête de haut rendement a incité de nombreux placeurs de capitaux allemands à mettre leur argent à l'étranger. L'ignorance et l'arrogance mènent à de lourdes pertes. » Sur la même feuille, à la page 17, on rapporte que les investisseurs allemands ont enregistré, entre 2006 et 2012, une perte de fortune de 600 milliards d'Euro.
- (26) Voir *CEP*, pp.147 et suiv.
- (27) *CEP*, p.165.
- (28) De cette idée, Udo Hermannstorfer a développé le modèle du « maintien dynamique de la valeur monétaire ». Voir Udo Hermannstorfer : *Semblant d'économie de marché*, Stuttgart 1991, pp.164 et suiv. Walter Johannes Stein, un participant à l'époque au *Cours d'économie politique*, a inféré à partir de ce qui se passait dans les années 30, que le capital ne pouvait absolument plus être remboursé. Ne pouvait être payé pour le capital qu'un intérêt. Cela rend possible de pouvoir faire valoir un droit auquel on renonce actuellement. (Voir Walter Johannes Stein : *Sorties de crise économique-politiques*, dans : *Der Europäer*, 17<sup>ème</sup> année, n° 2/3, pp.19 et suiv.
- (29) Voir Stephan Eisenhut : *De la vie économique invisible et de son devenir historique* dans *Die Drei* 11/2011, pp.43 et suiv.